

Michel Barnier : « Je ne me suis certainement pas engagé en politique pour que la France se résigne à devenir un sous-traitant des Américains ou des Chinois »



Entretien avec celui qui considère que le patriote et l'Européen exigeant qu'il est serait immédiatement opérationnel pour rétablir l'influence de la France grâce à son expérience de négociateur du Brexit.

Avec Jean-Sébastien Ferjou, Michel Barnier

Jean-Sébastien Ferjou : Vous avez publié un livre consacré à votre expérience de négociateur en chef du Brexit dont le premier chapitre s'intitule L'avertissement et dans lequel vous écrivez que « les gens dans la bulle de Bruxelles pensent qu'ils ont toujours raison, ils ne veulent pas écouter, ils ne veulent pas changer quoi que ce soit » alors que c'est pourtant « précisément la façon de provoquer d'autres Brexits ailleurs en

Europe ». À quel point cette expérience du Brexit a-t-elle provoqué, structuré votre candidature ?

Michel Barnier : Il y a bien sûr des leçons à tirer de ce Brexit qui est d'abord un échec de l'Union européenne. Comment ne pas s'intéresser à ce qui a provoqué le départ d'un grand pays de l'Union ? Tout au long de la négociation du Brexit, j'ai essayé de comprendre ce qui l'avait provoqué. Il y avait évidemment des raisons proprement britanniques : la nostalgie d'un certain nombre de leaders d'extrême-droite comme M. Farage, la démagogie d'autres, les manœuvres de certains acteurs économiques, celles des marchés financiers notamment qui voulaient se libérer des règles européennes.

Mais dans beaucoup de régions britanniques, il y avait aussi des raisons plus profondes à ce départ. Un sentiment populaire s'est exprimé et il faut savoir l'écouter car nous avons à faire face au même sentiment dans de nombreuses régions françaises et européennes. Surtout, je le souligne, il ne faut pas confondre ce sentiment populaire avec du populisme. Il s'agit d'un sentiment d'abandon, celui de ne pas être assez protégés par l'Europe, de ne plus avoir d'avenir, plus de services publics corrects, plus d'usines pour les jeunes ou encore de celui d'être assujetti à une immigration non-contrôlée. Ces inquiétudes britanniques, elles existent ailleurs en Europe et elle existent en France : il nous faut les comprendre, les écouter et y répondre.

Cela étant dit, ce n'est pas la seule raison pour laquelle je suis candidat à l'élection présidentielle, mais c'en est incontestablement une. Je suis patriote et je suis Européen, dans cet ordre. Je serai un président français et européen comme l'ont été tous les chefs d'États depuis le général de Gaulle, qui a lui-même mis en œuvre le traité de Rome. C'est précisément parce que j'ai géré le Brexit pour l'Union européenne que je veux éviter qu'il y en ait d'autres. Et vous pouvez compter sur moi pour être lucide. Et exigeant.

JSF : Le général de Gaulle ne voulait pas que le Royaume-Uni rentre dans l'UE, n'aurait-il pas été ravi du Brexit finalement ? D'autant que s'il ne le voulait pas, ça n'était pas par hostilité aux Britanniques mais parce qu'il considérait que les Anglais affaibliraient l'Europe car ils en avaient une vision profondément différente de la nôtre, moins politique et plus commerciale...

MB : Difficile de parler pour le général de Gaulle. Mais j'ai soutenu Georges Pompidou lorsqu'il a présenté le référendum aux Français pour l'accession de l'Irlande, du Royaume-Uni, du Danemark et de la Norvège car je pense que l'Union fait la force. Comme il l'a lui-même écrit, le général de Gaulle avait une certaine idée de la France, ouverte et porteuse d'un message universel; s'il vivait aujourd'hui, lui comme nous prendrait en considération ce monde qui n'est plus bipolaire, ce monde globalisé où de grandes puissances ont émergé jusqu'à nous dépasser. Lui comme nous, serait confronté à ce monde nouveau, dans lequel internet, la question écologique et les grandes migrations ont pris une place

importante. Je pense qu'il s'interrogerait, comme d'ailleurs Churchill, probablement davantage sur l'indépendance de l'Europe en même temps qu'il continuerait à se battre pour l'indépendance nationale. Cette question de notre indépendance m'habite depuis longtemps.

Il y a bien sûr des questions que nous devons traiter par nous-mêmes car personne ne viendra les traiter à notre place. La politique d'immigration, nos sécurités nationale et publique, le redressement économique, la fin du déclassement éducatif ou culturel sont des enjeux qu'il reviendra au nouveau président de la République de traiter. Mais il y a aussi d'autres enjeux, plus globaux, et ceux-là nous devons être capables de les traiter de concert avec les autres pays européens, faute de quoi nous finirons dominés et sous-traitant des Américains et des Chinois. Je ne me suis certainement pas engagé en politique pour que notre pays suive ce parcours !

"Il faut que le politique décide, qu'il reprenne toute sa place, qu'il cesse d'abandonner à d'autres ce qui révèle de la volonté politique exprimée par le vote des citoyens"

JSF : Le Guardian vous a récemment demandé si votre programme présidentiel n'était pas « une forme de version française du Take Back Control des partisans du Brexit, une volonté de redéfinir l'équilibre des pouvoirs entre la France et l'UE mais cette fois-ci avec l'intention de rester dans l'Union », ce à quoi vous avez répondu : oui, absolument. Concrètement reprendre le contrôle de notre destin, vous président, on fait comment ?

MB : La réponse est simple : que le niveau d'action soit national ou qu'il soit celui d'une nécessaire coopération internationale, il faut que le politique décide, qu'il reprenne toute sa place, qu'il cesse d'abandonner à d'autres ce qui révèle de la volonté politique exprimée par le vote des citoyens. Il n'y a pas de résignation possible, pas de fatalisme, pas de fatalité lorsque l'on est à la tête de l'État.

JSF : Comment expliquez-vous que nous en soyons arrivé à ce renoncement, à ce retrait du politique ? Le sentiment de perte de contrôle des partisans du Brexit semble aussi avoir animé le mouvement des Gilets jaunes, qui criaient leur désespoir de voir leurs destins leur échapper dans l'indifférence des élites politiques

MB : Je ne sais pas si l'apparition des Gilets jaunes était vraiment liée à ce sentiment de perte de contrôle ou s'il n'était pas plutôt lié au sentiment d'être abandonné, exclu, de ne pas pouvoir vivre là où on a envie de vivre et comme on a envie de vivre. Ce sont là les conséquences de la concentration urbaine dans les grandes villes, de la tendance

française à tout centraliser. Les Français demandent à être respectés et qu'on leur donne les moyens de vivre décemment en termes de transports, d'hôpitaux et d'éducation.

Les Gilets jaunes ont eu le sentiment d'être mal considérés et c'est pour cela que j'ai mis le respect comme le maître-mot de l'action que j'entends mener dans les cinq prochaines années. Je pense que chaque citoyen est important et mérite d'être considéré.

JSF : Christophe Guilluy travaille depuis longtemps sur la France périphérique. Nous sommes trois ans après le début des Gilets jaunes et pour lui, rien n'a véritablement changé, les rapports de force politiques sont restés les mêmes avec d'un côté la France des élites et de l'autre côté une France plus populaire qui se sent abandonnée. Qu'avez-vous à proposer pour recréer une nouvelle synthèse qui ne relève pas seulement du « dis-moi combien tu gagnes, l'âge que tu as, et je te dirai pour qui tu votes » ?

MB : Déjà, hors de question pour moi d'imaginer régler cette question en me contentant de distribuer des primes comme ça a été fait. La cause du mal est beaucoup plus profonde. Avec Jean-Christophe Fromentin, nous travaillons beaucoup sur la question de la nouvelle géographie française et sur l'idée qu'il n'y a pas une seule métropole, Paris qui compte. Il y en a une quinzaine d'autres et surtout, il y a 250 à 300 villes moyennes autour desquelles nous pouvons organiser une autre manière de vivre dans notre pays. Les investissements publics en termes de transport ferroviaire, d'école, de formation supérieure et d'apprentissage ou encore de couverture internet et médicale devront être réorientés pour revitaliser le territoire français.

Cette réponse prendra du temps et bien plus qu'un quinquennat. Mais je suis déterminé à ce qu'à la fin de mon quinquennat, on puisse constater des progrès. Notre chance, c'est qu'avec internet et la numérisation, un retour de territoires équilibrés est possible aujourd'hui. Les hommes et les femmes qui ont milité avec les Gilets jaunes doivent sentir de la considération et une volonté déterminée de rééquilibrage de l'activité et de la vie.

"Nous devons faire un effort massif sur l'emploi, sur le travail et sur une meilleure rémunération des salariés intermédiaires car ils ont décroché".

JSF : Là où les élites intellectuelles et économiques étaient traditionnellement distinctes, le monde se caractérise depuis 20 à 30 ans par une économie de la connaissance qui marie capital culturel et capital économique : les diplômes permettent d'acquérir la richesse et réciproquement. Ceux qui ne disposent ni des uns ni de l'autre se sentent abandonnés, même quand ils font partie des classes moyennes. Comment construire un monde qui les intègre à nouveau ?

MB : En martelant que chaque citoyen est important. Pour faire référence à une citation malheureuse de M. Macron, comme savoyard et comme montagnard, je sais probablement mieux que lui ce qu'est une cordée. Et bien dans une cordée, c'est chacun pour tous, chacun compte, à tous les niveaux. L'unité du pays est faite de toutes les énergies. Mais il y a trop de pauvreté dans notre pays, trop de gens qui n'arrivent pas à reprendre l'ascenseur social. Nous devons faire un effort massif sur l'emploi, sur le travail et sur une meilleure rémunération des salariés intermédiaires car ils ont décroché. Cela passe par des mesures concrètes immédiates. Ca ne m'empêche pas de penser que c'est aux entreprises de créer du travail et d'embaucher. Ce n'est pas à l'État de payer les salaires du secteur privé. Peut-être est-ce une différence avec d'autres candidats...?

Le travail, le pouvoir d'achat et le niveau de vie dépendent des entreprises petites, grandes ou moyennes. Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'il leur soit possible de se développer au mieux. Cela passe par le rétablissement d'une juste concurrence avec l'étranger en baissant nos impôts de production de 10 milliards par an. C'est l'une des clefs pour recréer une concurrence loyale car nulle part ailleurs en Europe, ces impôts n'existent. Nous baisserons aussi les charges patronales sur les salaires intermédiaires, au-delà d'un smic et demi et jusqu'à 2,5 smic. C'est ce que j'appelle l'économie des salaires équitables. À ce propos, nous organiserons une rencontre entre syndicats et patronat pour qu'ils discutent de la répartition de ces baisses en termes d'investissement d'emploi et d'augmentation des salaires.

Je veux enfin mettre en œuvre une réforme structurelle pour l'emploi des jeunes en supprimant la totalité des charges sur le premier emploi pour tous les jeunes pendant trois ans et augmenter de 300 000 le nombre de postes d'apprentis.

JSF : Baisser les charges, c'est ce que l'on fait en France depuis Edouard Balladur, ne faudrait-il pas remettre à plat tout le financement de notre système de protection sociale plutôt que baisser sans cesse des charges que l'on remonte par ailleurs ?

MB : Les deux mesures de baisses de charges sur les emplois intermédiaires et les impôts de production seront durables. Et nous ne pouvons pas rester aussi éloignés que nous le sommes de la moyenne européenne en matière de charges qui pèsent sur les entreprises. Toutes les charges comme les 35 h, le poids de la bureaucratie, ce que David Lisnard appelle le délit normatif ou bureaucratique, sont nos décisions accumulées depuis 40 ans et elles ont créé un vrai déficit de notre compétitivité. C'est pour cela que je pèse chacune de mes propositions car je veux qu'elles soient réalisables, cohérentes et je veux les inscrire dans la durée.

JSF : Vous avez évoqué le « délit bureaucratique », c'est un point important de votre programme économique. Le philosophe libéral Gaspard Koenig a d'ailleurs créé un parti pour simplifier massivement notre maquis réglementaire et fiscal...

MB : Gaspard Koenig parle même de projet de société.

JSF : Au-delà de l'intention en la matière puisque tous les derniers présidents ont affiché la même, quelle serait votre méthode pour qu'à la fin du quinquennat on voit des progrès majeurs en matière de simplification ?

MB : Je vais au début du quinquennat faire examiner par le gouvernement, une par une, les 100 démarches administratives les plus courantes pour les Français il et les entreprises agricoles, artisanales et industrielles afin de diminuer de moitié le temps nécessaire pour les accomplir.

La réforme de l'État est un enjeu majeur. Ce que l'on appelle le « délitre bureaucratique » coûte 3% du PIB, je ne dis pas que l'on peut récupérer totalement ces 3%, mais on peut clairement inverser la tendance de la bureaucratisation. Pour cela, il faut que les ministres soient compétents et courageux.

"Il est urgent que nous revenions à ce que prévoit la Constitution dans les deux articles qui décrivent l'action du gouvernement".

JSF : Cela n'a pas été le cas pendant ce quinquennat ?

MB : Il y a quelques ministres respectables et d'autres qui ont beaucoup changé. Il y a eu trois ministres de l'Intérieur en trois ans... J'ai été membre de gouvernement à 4 reprises et je peux vous dire qu'il est absurde d'imaginer qu'un ministre qui change tous les ans peut entraîner son administration alors qu'il lui faut deux à trois ans pour connaître son métier. Un ministre qui n'est pas solide, compétent, durable, courageux ne peut pas faire bouger les choses.

Mais il faut aussi que chacun soit à son poste, il faut que le président préside et que les ministres gouvernent. Il est urgent que nous revenions à ce que prévoit la Constitution dans les deux articles qui décrivent l'action du gouvernement.

Le parlement lui aussi doit retrouver son rôle de proposition, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques. C'est absolument essentiel. Je veux également que les collectivités locales sachent qu'on leur fait confiance.

Dans ma manière de gouverner, il y aura davantage de collectif et ce sera très très différent du quinquennat qui vient de s'écouler.

Les ministres doivent avoir une feuille de route claire pour réformer, simplifier et redéployer un certain nombre d'effectifs. Je dis bien redéployer : plus de fonctionnaires là où il en faut plus et moins là où il en faut au moins. Mais vous ne m'entendrez pas dire que l'on va supprimer 250 000 postes de fonctionnaires car derrière ces chiffres il y a des hommes et des femmes et il faut les respecter. Ce n'est pas le nombre de fonctionnaires

qui est l'objectif, le nombre de fonctionnaires, c'est la conséquence. L'objectif c'est l'efficacité de l'État et de la dépense publique.

JSF : Vous parlez de mesures sur les bas salaires mais il y a aussi un sentiment d'exaspération chez des classes moyennes qui ne bénéficient jamais d'aides tout en contribuant largement aux impôts, s'agit-il d'un enjeu prioritaire à vos yeux ?

MB : La diminution forte des charges patronales sur les salaires intermédiaires d'un 1,5 SMIC à 2,6 SMIC, cela concerne une grande partie des personnes que vous évoquez.

Mais en ce qui concerne les classes moyennes j'ai aussi exposé la double proposition d'une réforme des retraites associée à une politique familiale. Les deux vont ensemble et il faudra les mener dès le début du quinquennat. S'agissant de la politique familiale nous allons reconstruire la politique que M. Hollande et M. Macron ont détruite depuis une dizaine d'années avec un quotient familial repris au niveau de 2012 avec l'universalité, avec les aides augmentées pour les aides à domicile en particulier.

Nous allons aussi faciliter les successions et les donations.

JSF : Le thème de la réindustrialisation de la France est très à la mode mais on se pose peu la question de la pesanteur réglementaire et normative qui pèse sur l'industrie française et qui la pénalise dans la concurrence internationale, y compris européenne. Êtes-vous prêt à faire de la réindustrialisation une priorité absolue, quitte à alléger certaines exigences environnementales par exemple ?

MB : Lorsque l'on parle d'environnement, on parle de santé publique, c'est le cas pour le bruit, la pollution de l'air et la pollution de l'eau. Je ne vais pas sacrifier la santé de notre population ! Mais nous avons, en France, appliqué certaines directives européennes avec beaucoup plus de zèle que nos voisins. Je confierai au Parlement une évaluation de toutes ces directives, industrielles, environnementales et agricoles. Je veux cette photographie qui permettra de déterminer, directive par directive, là où nous avons nous-mêmes créé des déficits de compétitivité contre nos propres entreprises.

Il y a énormément de potentiel dans notre pays. Nous pouvons créer des champions. Il faut soutenir ceux qui sont susceptibles de le devenir et les accompagner en matière d'investissement. C'est pourquoi j'ai inscrit dans mon programme l'idée, travaillée par Olivier Marleix, d'un fond souverain qui mobilisera l'épargne des Français volontaires afin d'investir dans les secteurs stratégiques et la prise de participation. Sur les 1800 milliards de l'assurance vie, trois à quatre cents milliards peuvent être réorientés vers ce fond.

JSF : Pour que les Français soient volontaires pour mobiliser leur épargne, encore faut-il qu'ils soient confiants dans l'avenir économique

du pays. Or l'Europe s'est enfermée dans une spirale de croissance faible depuis 15 ans. Qu'êtes-vous prêt à faire, y compris face à des partenaires ayant une vision économique différente de ce qui est nécessaire pour retrouver une croissance forte ? Le conseil économique qui assiste la chancellerie allemande s'est notamment récemment prononcé pour mettre un terme à la politique d'accommodement monétaire déployée par la BCE

MB : La crise sanitaire a créé des conditions très particulières et la BCE a pleinement joué son rôle pour y faire face, avec le soutien de l'Allemagne. Nous n'allons pas revenir au monde d'avant, celui des critères de Maastricht et des 3%. Le mot clé, c'est celui de confiance.

Il nous faut avoir confiance en nous, dans le sérieux de la gestion du pays et de sa dette, ainsi que dans l'Union européenne. La France peut avoir l'ambition d'être d'ici 2030-2035, la première puissance économique et agricole d'Europe. C'est cela l'objectif. A condition de faire le travail de mise à niveau des impôts et de simplification.

JSF : La France peut-elle le faire avec un euro non pas fort mais cher puisqu'on voit que l'euro a la même parité face au dollar qu'à son introduction alors que l'Europe a décroché face aux Etats-Unis dans la même période ?

MB : Cela n'a pas empêché l'Allemagne de le faire en étant dans l'euro.

JSF : L'Allemagne a le même niveau de croissance que la France depuis quinze ans...

MB : Oui mais elle résiste mieux.

JSF : Parce qu'elle a une population active qui diminue chaque année contrairement à la France...

MB : Elle a aussi mieux soutenu ses entreprises familiales et régionales que nous ne l'avons fait. Nous avons abandonné une partie de notre industrie au profit des services. Elle a une formation professionnelle mieux adaptée et une culture du dialogue social dans l'entreprise. Je vais regarder ce qui marche dans les autres pays pour m'en inspirer.

On ne va pas remettre en cause l'euro.

JSF : Non, bien sûr mais on pourrait le gérer différemment, de manière plus adaptée aux besoins de l'économie française...

MB : Mario Draghi, l'actuel Premier ministre italien, et Christine Lagarde ont obtenu des gouverneurs des banques nationales et du board de la BCE l'instauration d'une politique plus dynamique et il faut la poursuivre.

"J'ai rencontré ces cinq dernières années les représentants de tous les pays de l'UE, je suis opérationnel immédiatement pour retrouver une influence française forte".

JSF : Si les pays du Nord s'y opposaient, seriez-vous prêt à jouer le rapport de force ?

MB : L'enjeu est celui de la conviction et de la force de l'influence française. C'est aussi à cela que je vais être utile. J'ai rencontré ces cinq dernières années les représentants de tous ces pays, leurs chefs d'État et de gouvernement, les gouverneurs de leurs banques nationales. Beaucoup sont mes amis. Je suis opérationnel immédiatement sur ces questions pour retrouver une influence française forte. Tout ne sera pas facile car l'indépendance et le respect que nous souhaitons pour nous même doit exister pour les autres aussi.

JSF : Quand vous entendez le président de la République parler de l'Europe, pas en soi de son engagement européen mais de la manière dont il décrit ses projets, cela vous semble-t-il réaliste au regard des rapports de force actuels ?

MB : J'ai déjà dit publiquement que la manière dont Emmanuel Macron a géré la France, en parlant au reste du monde en solitaire et parfois en donnant des leçons n'était pas la bonne méthode. La gestion a été solitaire à l'intérieur et nous sommes assez seuls à l'extérieur. Il nous faut retrouver le lien de confiance avec les autres pays. Ce sera ma stratégie, comme ça l'a été pour construire l'unité des 27 dans le Brexit. Pendant quatre ans et demi, j'ai créé de la transparence, de la confiance, en me rendant dans tous les pays trois ou quatre fois. Il faut faire attention aux autres.

JSF : Y compris avec les gouvernements hongrois et polonais ?

MB : Je connais bien Victor Orban, il m'a d'ailleurs soutenu personnellement pour être président de la commission en 2014 et je connais le gouvernement polonais actuel, mais ce qui m'intéresse, ce sont les peuples. Ils ont un attachement à leur identité nationale, ce n'est pas un vain mot. Il faut prendre en compte ces sentiments. On a demandé à Victor Orban pourquoi il me soutenait pour négocier le Brexit alors que sa vision était relativement proche de celle des Anglais. Il a répondu je le soutiens car « c'est un Français qui nous dit bonjour », dit autrement : qui nous respecte.

"Je recommanderai qu'on écoute l'exigence des peuples d'Europe de l'Est à disposer des outils et moyens de préserver leur culture".

JSF : Seriez-vous prêt à demander à la Commission d'adopter une attitude différente vis-à-vis du groupe de Visegrad ?

MB : Je recommanderai qu'on écoute l'exigence de ces peuples à disposer des outils et moyens de préserver leur culture. Ce sera autre chose si certains de ces gouvernements franchissent des lignes rouges en remettant en cause les principes fondamentaux de l'Union européenne, qui reposent sur un socle de valeurs communes importantes : liberté de la presse, indépendance de la justice, etc.

JSF : Les Français de droite ont souvent eu l'impression d'avoir été trompés par des discours de campagne beaucoup plus déterminés que les politiques menées post élections. Que répondre à ceux qui vous voient comme un centriste ?

MB : Je ne suis pas centriste, je suis gaulliste. Nous aurons évidemment à travailler avec les centristes. Notre majorité s'appuie sur un pilier central qui est Les Républicains, dans toute sa diversité, et un pilier centriste. Je suis gaulliste et européen, mais pas fédéraliste. Je crois que nous avons besoin des nations pour combattre le nationalisme. Et je pense savoir mieux que d'autres ce qu'il faut changer à Bruxelles.

JSF : Vous répondez sur le terrain de l'Europe mais comprenez-vous le sentiment des électeurs de droite qui ont l'impression que ceux qui les représentent, par peur d'être assimilés à l'extrême droite par les médias, finissent par céder sur leurs valeurs à une forme d'intimidation morale ?

MB : Je comprends leur sentiment et c'est à eux que je veux m'adresser. Nous n'allons pas céder sur nos valeurs ou notre culture. Mon parcours témoigne de la manière dont j'ai travaillé, en créant du progrès collectif et en respectant les gens. Je ne vais pas me déterminer par rapport aux autres, ni maintenant ni plus tard. C'est par rapport aux problèmes des Français que je me positionne, pas par rapport à ce qui se dit dans des milieux très parisiens. Je leur dis clairement quel est mon projet pour contrôler l'immigration, rétablir l'autorité de l'État, la sécurité, donner ses chances à l'économie et renouer de la cohésion sociale. Et je m'y tiendrai.

JSF : Vous avez dénoncé fermement le wokisme lors des débats LR. Comment comptez-vous concrètement lutter contre ce phénomène et jusqu'où êtes-vous prêt à aller face aux dérives qui s'installent notamment dans l'enseignement supérieur ?

MB : D'abord, il faut agir par le débat. Il ne faut pas avoir peur des confrontations. Par rapport à toutes ces doctrines d'extrême gauche, il faut d'abord les combattre par la démocratie. Il faut que ceux qui s'y opposent et dont je fais partie le disent et prennent la

parole clairement. Ensuite, il faut utiliser la loi pour empêcher de proliférer ces idéologies destructrices de notre histoire, de notre culture. Nous ne sommes pas obligés d'importer tout ce qui vient des Etats-Unis.

J'ai été parmi les premiers à dénoncer la volonté d'empêcher Mme Agacinsky ou François-Xavier Bellamy de s'exprimer, l'interdiction de la venue d'un journaliste à Sciences Po, etc. Il faut que les règles soient claires et respectées par tous les établissements. Pour cela il faut que la loi soit respectée et que ceux qui l'enfreignent soient sanctionnés. Il faut rappeler à la loi les gens qui ont des responsabilités publiques.

JSF : De simples rappels à la loi sont-ils suffisants face à la détermination des militants woke d'autant qu'ils contestent souvent la légitimité même de nos institutions ?

MB : Quand je vous parle de rappeler les gens à la loi, ça veut dire que si les gens ne la respectent pas, il faut les y obliger. Et les sanctionner sans hésiter s'ils ne le font pas. Ce n'est pas un rappel philosophique ou intellectuel.

Au-delà de ce problème du wokisme, il nous faut retrouver une justice qui fonctionne et qui sanctionne. Il lui faut un cadre, y compris financier, qui lui permette de fonctionner et je fais confiance à l'indépendance des juges. La justice sera une priorité au début du quinquennat. C'est un préalable pour que le pays retrouve de la sécurité et de la sérénité.

JSF : Y-a-t-il des choses à changer dans la formation des magistrats ? Faut-il supprimer l'ENM comme on a supprimé l'ENA ?

MB : Il ne faut pas la supprimer, mais il faut ouvrir plus encore la formation des magistrats et porter à 50% le recrutement des personnes ayant une formation juridique et exerçant depuis au moins cinq ans afin qu'ils puissent devenir juges et magistrats.

JSF : Vous souhaitez faire de l'éducation la grande cause du quinquennat, par quoi cela se traduit-il ?

MB : Il faudra du temps et des mesures structurelles précises. Cela passe par la revalorisation du métier et du statut d'enseignant qui n'attire plus. Il faut aussi soutenir le niveau des enseignants, notamment dans les domaines où l'on manque de vocations, comme les mathématiques. Il faut que tout jeune qui rentre en sixième sache lire, écrire et compter. On luttera d'ailleurs contre toute forme d'écriture inclusive qui complique les choses et crée des injustices sociales vis-à-vis des familles les plus modestes. Cela veut aussi dire acter la fin du collège unique, doubler le temps du sport à l'école, ouvrir à la culture, sous des formes auxquelles nous réfléchissons encore. Nous envisageons des semaines d'apprentissage de la lecture, de la musique, etc. Nous pensons également inclure une option scientifique obligatoire au baccalauréat. Ce sont des mesures que nous prendrons en mesure avec les enseignants pour limiter le déclassement éducatif.

JSF : Comment financez-vous une revalorisation du salaire des enseignants puisque vous ne supprimez pas de postes de fonctionnaires ?

MB : Dans les domaines fondamentaux du service public (santé, éducation, sécurité) nous devons revaloriser les salaires pour que les personnes qui ont envie de faire ces métiers puissent le faire correctement. Cela va demander un effort budgétaire mais je pense qu'il y a de bonnes dettes. Tout ce qui permet d'investir dans l'avenir, comme l'éducation ou la santé, est une bonne dette.

JSF : Vous évoquez la santé. Si vous étiez président, seriez-vous plus attaché aux libertés publiques que n'a pu l'être le gouvernement dans la crise actuelle ?

MB : Je trouve que la gestion de la pandémie a été trop solitaire de la part du chef de l'Etat. Toutes les décisions ont été prises en conseil de défense par le président de la République alors que c'est une affaire sanitaire qui aurait dû être gérée par le gouvernement avec le parlement. S'il y a des restrictions temporaires à la liberté, elles doivent être soumises au parlement plus régulièrement et plus normalement. Je crois à la capacité de proposition, de contrôle et de vigilance. Les Français ont été très responsables, le sens civique a été très fort. Il faut continuer et leur faire davantage confiance. Je suis favorable au pass sanitaire qui est un outil pour la vaccination, je suis favorable à la troisième dose. Je souhaite aussi que face au rebond de l'épidémie les tests soient de nouveau gratuits.

"Ma ligne est très claire : pas de repêchage de ministres d'Emmanuel Macron".

JSF : Si vous êtes élu président, seriez-vous prêt à travailler avec des responsables politiques venus de la droite et ayant travaillé avec Emmanuel Macron lors de ce quinquennat ?

MB : La majorité sera constituée sur une base claire avec Les Républicains comme pôle central et la famille centriste comme notre partenaire. Dans la vie parlementaire toutefois, rien n'interdit de chercher des majorités d'idées mais dans le travail exécutif du pouvoir, il n'y aura ni débauchages ni compromissions. Ma ligne est très claire : pas de repêchage de ministres d'Emmanuel Macron.

JSF : Comment convaincre ceux qui sont intéressés par Éric Zemmour ou Marine Le Pen ?

MB : Je leur dis que leur souci de la fierté nationale, je le partage. Il faut que la France soit défendue dans ce qu'elle est. Je suis un membre de la droite républicaine qui fera ce qu'il a annoncé. Je veux qu'on constate à la fin de mon mandat que la situation s'est améliorée dans tous les domaines. Je comprends ces électeurs qui sont excédés par les

promesses non tenues. Je fais justement très attention à ne pas en faire alors que je les saurais en réalité intenables.

JSF : Pour l'entre-deux tours du congrès LR, craignez-vous un tout sauf Barnier ?

MB : Je ne le crois pas. Chacun prendra ses responsabilités. Il faut respecter les adhérents, ce sont eux qui votent et je leur fait confiance. Ils se posent la question de la loyauté au parti, de la capacité à rassembler, à devenir président de la République. Il faut qu'au lendemain du 4 décembre, tout le monde soit là avec un rôle, des responsabilités et une valeur ajoutée. Il faut que personne ne soit humilié. Je suis très attaché à ce que Georges Pompidou appelait la « morale collective de l'action » car c'est une source d'efficacité. Il va nous falloir rassembler la famille, faire revenir les électeurs qui sont allés ailleurs. Chacun prendra ses responsabilités, j'ai pris les miennes et je suis serein.

[A lire aussi : Éric Ciotti : « Oui, Les Républicains peuvent gagner la présidentielle. Et ni avec des idées centristes ni prudentes ! »](#)

[A lire aussi : Philippe Juvin : « J'assume de dire que notre civilisation est meilleure que les autres »](#)

[A lire aussi : Valérie Pécresse : « La France a besoin d'un président qui défende vraiment ses intérêts, pas qui donne des leçons au monde entier »](#)